

CENTRALE NUCLÉAIRE DU BLAYAIS

EPR2 : un soutien « sans réserve » de Bordeaux Métropole

Le président de la métropole et son équipe ont visité les installations de la centrale du Blayais, avec comme mot d'ordre, l'union pour l'obtention de réacteurs nouvelle génération

Philippe Belhache
p.belhache@sudouest.fr

« **N**ous ne sommes pas uniquement un territoire d'industrie. Nous sommes un territoire d'industrie et d'énergie. » Les mots de Lionel Matias à Thomas Cazenave sont plus qu'une formule. Le vice-président du Club industrie de Haute Gironde y réaffirme, face au président de Bordeaux Métropole, la pleine implication du tissu économique local dans le soutien à l'activité du Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE) du Blayais. Et par extension à la candidature du territoire pour l'obtention de réacteurs EPR2 nouvelle génération afin de remplacer les tranches actuelles, dont la mise en service remonte déjà à plus de quarante ans. Le chef d'entreprise ne prêche pas dans le désert. Thomas Cazenave est venu à leur rencontre porteur d'un soutien franc et direct.

La question de l'appui à la candidature du territoire pour des réacteurs EPR2 figure dans le projet de mandature de la Métropole, rappelle Thomas Cazenave. « L'exécutif est convaincu qu'il s'agit là d'un projet structurant fondamental, tant par le nombre d'emplois créés, que sur le plan industriel, et en termes de souveraineté énergétique. Et aussi de transition écologique. »

Ce soutien de la Métropole est « sans réserve », assure le maire de Bordeaux, même s'il n'y a pas pour l'heure de motion votée par l'assemblée métropolitaine. « Nous avons souhaité d'abord venir. Découvrir le site de la centrale. Nous matérialisons ce soutien par la suite. »

Dossier déposé

Des paroles qui sonnent doux aux oreilles des membres du Club industrie, présidé par Franck Raymond. Ou même de Marie-Laure Donitien, vice-présidente de la CCI Bordeaux Gironde, mobilisée pour l'obtention de ce Graal industriel. La visite de Thomas Cazenave intervient à un moment crucial.

Le dossier de candidature a été déposé, mercredi 24 juin, par la préfète Sophie Brocas et le président de la Région Nouvelle-Aquitaine Alain Rousset, quelques jours après un comité stratégique offensif autour de la candidature du Blayais, sur le bureau de Bernard Fontana, président-directeur général d'EDF, a rappelé la sous-préfète de Blaye Agnès Mottet, au côté de la conseillère régionale et présidente de la communauté de communes de l'Estuaire Lydia Héraud, qui pilote le comité de soutien à la candidature.

L'évaluation d'EDF reste confidentielle, mais cette candidature est esti-

mée comme solide dans les milieux autorisés, car cimentée par l'exceptionnelle mobilisation des acteurs

« Nous avons souhaité d'abord venir. Découvrir le site de la centrale. Nous matérialiserons ce soutien par la suite »



PACTE GIRONDIN

Thomas Cazenave était accompagné de Christine Bost, ancienne présidente la Métropole bordelaise, aujourd'hui conseillère déléguée aux coopérations territoriales avec les territoires girondins, mais aussi de Franck Raynal, vice-président chargé du Pacte girondin, et de Michel Poignonec, vice-président en charge de l'attractivité et du rayonnement économique de la métropole. Le nouveau président de Bordeaux Métropole place son déplacement dans la dynamique du Pacte girondin, dont la vocation est de permettre aux territoires d'échanger « sur les grands politiques », telles que les mobilités, la gestion de l'eau, le traitement des déchets... « La métropole ne peut pas regarder uniquement à l'aune de ses propres frontières ». Une série de déplacements qui l'a déjà vu rencontrer, en mai dernier, son homologue de l'Agglo du Libournais Philippe Buisson.

de terrain. Elle entre dorénavant dans la zone grise des arbitrages ministériels, propice au lobbying territorial.

Réponse en fin d'année

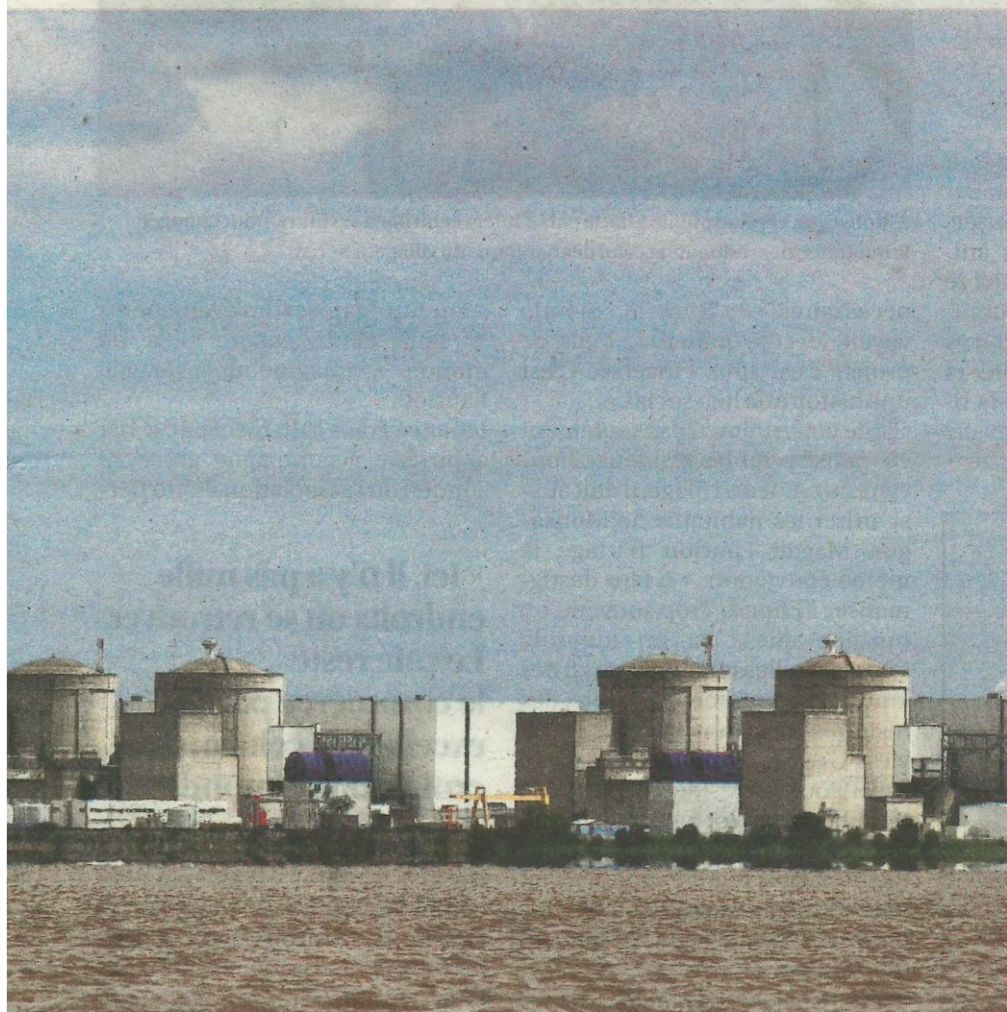
Un appel du coude que l'ancien ministre délégué aux Comptes publics a bien compris, quand bien même il

n'apprécie que modérément d'être réduit au statut de proche d'Emmanuel Macron.

Le dossier est conforté par les travaux de RTE sur le poste de Cubnezais qui, au-delà de la seule souveraineté énergétique régionale, ouvre la voie au marché espagnol. De même par les projets de l'opérateur de liai-

son sous-marine. Le CNPE existant génère 1 milliard d'euros de valeur ajoutée chaque année et 67 millions d'euros d'impôts et taxes pour le territoire. Et contribue déjà à faire vivre près de 10 000 personnes, aiment à rappeler les instances de la CCI, soutien historique de la candidature, au côté des anciens cadres de la centrale qui ont porté le projet.

Les intervenants prêchaient en terrain converti. Thomas Cazenave s'est montré particulièrement réceptif aux arguments des acteurs du Nord Gironde, mais aussi du Sud Saintonge, conscient des interactions entre la Métropole et le fleuron du bassin industriel de Haute Gironde. Et des conséquences de la décision du président de la République Emmanuel Macron, attendue d'ici la fin de l'année, un « oui » engageant le territoire « pour les cinquante à soixante prochaines années ».



La centrale nucléaire du Blayais a été mise en service en 1981. LAURENT THEILLET / SO